

Le troisième Forum social européen du 14 au 17 octobre 2004: bilan et attentes

Dorval Brunelle*

Le bilan qui suit repose sur deux ordres de considérations passablement différents. Dans un premier temps, nous passerons rapidement en revue quelques éléments liés à l'organisation du troisième Forum social européen (FSE III), tandis que, dans un deuxième temps, nous nous attarderons sur le sort réservé à deux enjeux lors de ce forum, à savoir : l'élargissement de l'Union européenne (UE) et les relations entre mouvements sociaux de part et d'autre de l'Atlantique autour de la question des accords de libre-échange.

Le bilan organisationnel

Après avoir été successivement tenu à Florence en 2002 et à Paris en 2003, le FSE III s'est déroulé à Londres, du 14 au 17 octobre 2004. Les organisateurs avaient visé haut. On n'attendait pas moins de 50 000 participants, c'est-à-dire autant que chacune des deux fois précédentes. Dans *Newsletter*, une publication diffusée sur le site du FSE III par les organisateurs et datée du 3 septembre, on annonce que plus de 900 événements ont été proposés par 1000 organisations et que ces propositions ont été ramenées à 150 séminaires avec traduction et 350 sans traduction. L'idée centrale, et la plus originale, a consisté à regrouper toutes les activités, en dehors des activités culturelles, autour de six thèmes

principaux¹ et de structurer chaque thème en trois séquences: d'abord les plénières, ensuite, les séminaires et, enfin, les ateliers. Les plénières constituaient des événements grand public qui réunissaient de quatre à six orateurs dont les présentations étaient suivies de questions de la salle, tandis que les séminaires étaient des lieux de convergence d'organisations disposant chacune de leur porte-parole et que les ateliers tombaient sous la responsabilité d'une, voire de deux ou trois organisations. Règle générale, ce sont les séminaires qui se sont avérés être les plus intéressants et les plus stimulants², à la fois par rapport à la formule traditionnelle des présentations grand public, avec tout ce que cette formule peut avoir de prévisible et de répétitif, d'un côté, et par rapport au discours *pro domo* soutenu par les organisations, de

* L'auteur tient à remercier Alternatives pour le soutien financier qui lui a permis d'assister au troisième Forum social européen à Londres.

¹ Ce sont: (i) Guerre et paix; (ii) Démocratie et droits fondamentaux; (iii) Justice sociale et solidarité: contre la privatisation et la dérégulation, pour les droits sociaux, les droits des travailleurs et les droits des femmes; (iv) La mondialisation des multinationales et la justice globale; (v) Contre le racisme, la discrimination et l'extrême droite; et, enfin (vi) Crise environnementale, contre le néo-libéralisme et pour le développement durable.

² Et ce, même s'il arrivait souvent que le nombre élevé des porte-parole conduisait à limiter le temps des interventions à quelques minutes.



l'autre, ceci étant dit sans nullement prétendre que les ateliers n'aient pas eu leur utilité propre, loin de là, puisque c'étaient à eux que revenait la tâche de définir ou de préparer d'éventuelles pistes d'action.

Malgré l'appui des syndicats et, en particulier, celui de la *Transport and General Workers' Union* (TGWU), et malgré une contribution importante, encore que controversée, de 400 000 livres sterling de la mairie de Londres³, le FSM III n'a réalisé que 15 000 à 20 000 inscriptions. De plus, malgré le fait que *The Guardian* ait été un partenaire de l'évènement, la couverture de presse s'est avérée quasi inexistante et très biaisée. La prise en compte de ces deux éléments mérite d'autant plus d'être relevée que, dans une chronique antérieure consacrée au premier Forum social des Amériques (FSA I) tenu à Quito en juillet dernier, la double absence du mouvement syndical et de stratégie médiatique avait compté parmi les principales critiques qui avaient été adressées à l'organisation du FSA⁴.

Cette fois-ci, l'aval du mouvement syndical a pu conduire certains analystes à prédire que les forums passeraient bientôt sous la coupe des syndicats, tandis que la stratégie médiatique n'a pas, semble-t-il, porté fruit. Qu'en est-il de ces reproches et prédictions?

En premier lieu, l'implication de syndicats anglais dans le forum⁵, loin de conforter l'idée de main mise, semblerait plutôt préparer, à l'instar de ce qui a pu se produire ailleurs dans les Amériques notamment, des

³ Dans un article intitulé « *Down with Capitalism* » *They chant-then charge 10 pounds sterling for a Che sweatband*, (À bas le capitalisme entonnent-ils-après quoi, ils réclament 10 livres sterling pour un foulard à l'effigie du Che), Elizabeth Day, du journal *The Sunday Telegraph*, (17 octobre 2004, p. 12) dénonce à la fois la largesse du maire, qui détourne des fonds de contribuables co-conspirateurs d'un capitalisme oppresseur, et la bassesse des anti-capitalistes qui les acceptent.

⁴ Voir D. Brunelle, «Le premier Forum social des Amériques. Quito du 26 au 30 juillet 2004», Chronique des Amériques, août 2004, no 23. En ligne: www.ameriques.uqam.ca

⁵ Une implication d'autant plus explicable et justifiable, en passant, aussi bien sur le plan historique, puisque le Royaume-Uni a été le premier pays à sanctionner officiellement le recours aux politiques dites néolibérales, que sur le plan politique, puisque le gouvernement *labour* actuel continue sur la même lancée, ou tant s'en faut.

rapprochements avec d'autres mouvements sociaux qui permettront sans doute de préparer des convergences futures, mais avec des limites évidentes dont il sera question plus bas.

En deuxième lieu, la faiblesse du nombre des inscriptions est sans doute imputable à son coût: 30 livres sterling ou 75\$CAN. Si l'on y ajoute le fait que Londres compte parmi les villes les plus chères, on peut sans doute y voir deux désincitatifs de taille. Cependant, il se pourrait que le nombre des inscrits s'avère un indicateur d'autant moins probant que les accès aux activités tenues en dehors d'Alexandra Palace, le site officiel, ne semblent pas avoir été contrôlés du tout. Cela dit, on serait quand même loin des scores obtenus les deux fois précédentes et il faudra regarder cela de plus près afin d'évaluer si nous n'assisterions pas, comme plusieurs indicateurs le laisseraient croire, à un certain essoufflement des grands rassemblements à l'avantage d'autres formules qui tablent sur les effets de proximité et la participation effective des citoyens. Parmi ces indicateurs, un des plus révélateurs est sans conteste l'assistance tout compte fait passablement clairsemée aux plénières comparée à l'affluence aux séminaires, tandis qu'un autre indicateur est lié au ton des interventions publiques, feutré, parfois parsemé de grandes envolées oratoires dans le premier cas, extraverti et spontané, dans l'autre. Ces comportements laisseraient croire que les formules traditionnelles caractérisées par leur suite de présentations suivies de questions adressées aux panélistes n'ont pas la cote des rassemblements ouverts qui fonctionnent de manière plus horizontale avec des prises de parole plus spontanées où l'expression des idées et des points de vue se font de manière plus succincte et plus tranchée.

Pour confirmer ce jugement, il faudrait insister sur le nombre et la richesse des échanges entre participants et participantes qui avaient été impliqués dans des forums sociaux au niveau national ou local. La prolifération est rien de moins que fulgurante à ces deux niveaux. En effet, non seulement assiste-t-on à l'organisation de forums dans tous les pays d'Europe et de sa périphérie, depuis l'Irlande jusqu'à la Turquie, en passant par la Grèce, le Danemark, l'Allemagne, la Hongrie et

l'Autriche, mais on assiste aussi à l'organisation de forums au niveau des villes, comme Ivry, Thessalonique, Gênes, Louvain, Uppsala ou Manchester, ainsi qu'au niveau des régions, en Belgique ou en France, dans le Limousin, par exemple. Qui plus est, chacun des rapports de forum faisait état de l'organisation d'autres forums sociaux locaux (FSL), dont le nombre a atteint la cinquantaine en Allemagne et la centaine en France. D'ailleurs, à la question de savoir quel pouvait être le nombre total de FSL en Europe à l'heure actuelle, nul n'a été en mesure de répondre, d'où est née l'idée de projet de site web pour établir un bilan et pour favoriser les échanges d'expériences entre FSL. Au fond, il ressort de ces innombrables initiatives que nous assistons à l'expression d'un besoin nouveau et irrépensible d'extension des espaces de délibération dans un cadre marqué par le respect et la sanction de l'horizontalité, c'est-à-dire par la conduite des débats depuis le bas vers le haut, à l'encontre de la démarche traditionnelle caractérisée par l'approche dite «*top-down*», de haut en bas. Ces FSL rassemblent les organisations les plus disparates, dont le dosage varie considérablement d'une fois à l'autre et d'un cas à l'autre, comprenant aussi bien des acteurs historiques, comme le mouvement syndical, le mouvement des femmes, le mouvement des jeunes, le mouvement de défense des droits, mais aussi des mouvements plus récents ou plus ponctuels contre la précarité, la détérioration de l'environnement, voire des mouvements opposés à un projet de construction de grande surface ou d'implantation d'usine de traitement des déchets toxiques. Souvent, ces FSL servent de relais ou de facilitateurs à des oppositions contre les pouvoirs institués au niveau local, qu'il s'agisse des pouvoirs municipaux, des mairies ou des régions, ils servent plus rarement de relais ou de facilitateurs à des oppositions au niveau national. Ils prennent appui sur les associations existantes; ce faisant, ils servent à constituer des réseaux qui permettent ensuite de passer à une action collective. L'emphase est placée sur les questions pratiques, sur les moyens à mettre en oeuvre et sur les résultats escomptés. Ce sont ces objectifs et cette méthodologie qui font toute la différence entre les FSL et autres forums régionaux, voire nationaux, et les

forums mondiaux ou continentaux qui, à cet égard et sous cet angle, peuvent paraître déphasés ou décalés par rapport aux enjeux immédiats de la globalisation néo-libérale chaque fois qu'ils privilégient les méthodes traditionnelles du type «*top-bottom*» ou quand ils accordent trop d'importance aux délibérations par opposition à l'organisation de l'action collective.

Les attentes

Le grand absent des débats cette fois-ci aura été l'élargissement de l'UE, une absence d'autant plus surprenante que le passage d'une Europe à quinze à une Europe à 25, tel qu'établi par le Traité d'adhésion, signé le 16 avril 2003, venait d'être officiellement parachévé le premier mai 2004, à peine cinq mois avant la tenue du FSE III. Cela dit, un atelier avait été organisé à l'instigation de *Women Towards a Different Europe* (WTDE) sur la Constitution européenne et ses effets sur les femmes, un autre sur la défense du modèle d'Europe sociale, ainsi qu'un séminaire, à l'instigation de syndicats basque et corse, sur l'auto-détermination des peuples. Il a également été question de la Turquie à quelques occasions. Cependant, compte tenu non seulement de l'ampleur de cet élargissement, qui excédait en nombre d'adhérents tous les élargissements intervenus au cours du précédent demi siècle, mais compte tenu surtout des enjeux économiques, politiques et sociaux inhérents à un processus aussi ambitieux et aussi complexe, qui doit conduire à l'incorporation de 74,2 millions de «nouveaux» Européens à l'intérieur d'une UE élargie, on se serait attendu à ce que l'élargissement soit au coeur des débats. Or, il n'en a rien été. Pas plus les organisations syndicales des 25, que les mouvements sociaux des 25, n'ont été en mesure cette fois-ci de se servir du FSE et de mettre le FSE au service de la construction des solidarités à venir dans une UE élargie.

En général, l'explication qui a été fournie de cet état de chose évoquait le niveau d'impréparation des organisations et autres mouvements sociaux chez les nouveaux adhérents, une explication sans doute valable, mais qui ne justifiait pas l'imprévoyance dont ont fait preuve les organisateurs de l'évènement. D'ailleurs, cette soi-disant

impréparation cadre mal avec ce que nous venons de voir concernant l'organisation des FSL à travers l'Europe. En fait, ce qui semble se passer est sans doute révélateur d'une *autre* facette du déficit démocratique inscrit au coeur du processus de construction de l'UE, celle qui touche à la légitimité de l'UE et de ses institutions représentatives. Cette carence de légitimité revêt plusieurs formes, allant depuis l'accroissement de l'abstention aux élections européennes, en amont, jusqu'au rejet des institutions représentatives, en aval, deux attitudes qui reflètent la montée d'un fort courant d'euroscpticisme au sein des populations.

Pour faire face à cette situation, la Commission européenne a eu recours au «Dialogue civil», qui est un protocole de consultation mis en place à l'intersection des institutions européennes, à savoir : la Commission européenne, le Conseil des ministres, le Parlement européen, la Cour européenne de justice, ainsi que le Comité économique et social européen. Ce protocole vise à faciliter la participation démocratique des citoyens de l'UE. Le Dialogue civil, prévu à l'article 1-46 du Traité constitutionnel de l'UE et mis de l'avant, en particulier, dans le *Livre blanc de la gouvernance européenne*⁶, déposé en juillet 2001, repose sur les épaules d'un Groupe de contact de la Société civile qui, à son tour, rassemble cinq réseaux: (i) «*the European Environmental Bureau*», la plus grande fédération européenne d'organisations de citoyens en faveur de l'environnement qui regroupe une demi douzaine d'ONG; (ii) la Plate-forme sociale («*Platform of European Social NGOs*») comprenant une trentaine d'ONG; (iii) le Groupe *Internetwork of Development NGOs* et le Comité de Liaison des ONG de Développement européennes, comprenant dix organisations; (iv) le groupe de Contact des droits humains qui regroupe une douzaine d'organisations; et, enfin, (v) la Confédération européenne des syndicats (CES)⁷. Or, le

⁶ Voir: Commission des communautés européennes, *Gouvernance européenne. Un Livre blanc*, Bruxelles 25.7.2001

En ligne: <http://europa.eu.int/eur-lex/fr/>

⁷ On trouvera la liste complète des ONG membres dans l'*Accord en vue de la création d'un groupe de contact de la société civile*, daté du 14 février 2002.

En ligne: <http://europa.eu.int/onfonet/forum/077.pdf>

Groupe contact de la Société civile peine à rejoindre un plus grand nombre d'ONG et à les sensibiliser à l'urgence de saisir le Parlement européen, et surtout, à saisir les nouveaux parlementaires issus des élections européennes tenues entre les 10 et 13 juin 2004, parmi lesquels figurent là aussi de nombreux eurosceptiques, en passant, de leurs revendications et autres doléances. Tout se passe alors comme si le foisonnement démocratique porté et alimenté par les FSL se déployait en marge des institutions européennes et des réseaux de gouvernance institués, alors que, de leur côté, les groupes contacts et autres membres de la «société civile organisée», pour reprendre l'expression consacrée utilisée par la Commission européenne, ne parvenaient pas à jeter des passerelles en direction des FSL et des initiatives citoyennes de la base.

Dans ces conditions, c'est-à-dire dans un contexte où la société civile d'en bas semble de plus en plus coupée de la « société civile organisée» interpellée par la Commission européenne⁸, cette imprévoyance de la part des organisateurs du FSE III de placer ces questions à l'ordre du jour risque de peser d'autant plus lourdement sur le cours de l'histoire de l'UE, que les niveaux de développement économique, chez les nouveaux adhérents, sont très disparates, d'une part, que les fonds sociaux de développement mis à leur disposition pour les combler s'avèrent d'ores et déjà insuffisants, d'autre part. Dans ces conditions, les termes de l'intégration des dix nouveaux membres risquent d'être fort différents de ce qu'ils avaient été pour les adhérents des étapes antérieures de la construction de la « maison européenne». En conséquence, autant ces derniers avaient pu bénéficier d'importants soutiens financiers qui leur avaient permis de rejoindre le peloton des pays les plus avancés et de combler les écarts qui séparaient les membres les uns des autres⁹, autant, cette fois-ci, pour la première fois, l'élargissement et l'intégration apparaissent comme deux

⁸ On trouvera une définition partielle de cette expression à la page 18, note 9, du *Livre blanc*.

⁹ Qu'il suffise de rappeler, à cet égard, que des pays comme l'Irlande, l'Espagne, le Portugal ou la Grèce comptaient parmi les pays dits «en voie de développement» au moment de leur accession à la CEE ou à l'UE, selon les cas.

processus dissociées l'un de l'autre, avec le résultat que l'UE de demain risque de devoir composer avec un phénomène nouveau, celui du creusement des écarts économiques et sociaux entre certains parmi les nouveaux adhérents et les autres membres de l'UE. À son tour, cette dissociation entre les deux processus augure mal des termes et autres conditions qui seront imposés aux postulants en piste pour les deux élargissements à venir, à savoir la Roumanie et la Bulgarie, en 2007, et la Turquie, en 2010. À ce propos, il est intéressant de relever que le sujet de l'entrée éventuelle de la Turquie dans l'UE n'a reçu qu'un traitement tout à fait marginal lors de ce FSE III, une situation qui tranche étrangement avec l'ampleur de la couverture médiatique accordée au même moment à une telle éventualité.

Une modification aussi importante des termes et conditions de l'élargissement représente une coupure radicale dans l'évolution historique de l'UE et l'on se serait attendu à ce que les organisateurs et autres responsables du FSE III aient le souci de faciliter la convergence entre organisations et autres mouvements sociaux autour de ces questions, de leurs enjeux, et qu'ils préparent le terrain en vue de mobilisations à venir, mais il n'en a rien été, ou presque¹⁰. Or, il va de soi que la remise en question des conditions d'adhésion à l'UE ne devrait pas retomber sur les seules épaules des gouvernements des pays candidats, voire également sur celles de leurs organisations nationales, mais qu'elle devrait d'abord et avant tout faire appel à la solidarité communautaire. Car la mobilisation la plus large et la plus soutenue à travers l'UE apparaît non seulement comme une condition nécessaire à la réalisation de rattrapages économiques beaucoup plus sévères et exigeants cette fois-ci qu'ils l'étaient les fois précédentes, mais cette mobilisation apparaît également essentielle dans les débats en cours autour de la Constitution européenne. À cet égard, et sur ces questions précises, le FSE III a été le forum des occasions ratées. Un jugement aussi sévère ne cautionne pas l'idée qu'il aurait fallu renoncer à traiter l'une ou

¹⁰ Il vaut sans doute la peine de souligner la présence au FSE du "act4europe" (c'est-à-dire "agir pour l'Europe") qui mène une campagne au nom du Groupe contact de la Société civile. Voir leur site web au: www.act4europe.org

l'autre des questions mises à l'ordre du jour, mais il vise mettre en lumière le fait que l'on n'a pas prévu d'y ajouter aussi celles-là.

L'autre attente qui a été frustrée n'est pas tout à fait du même ordre dans la mesure où il effectivement été question à plusieurs reprises de dénoncer la dérive en cours au sein du modèle de développement de l'UE qui s'inscrit de plus en plus à l'intérieur des paramètres du néo-libéralisme, une dérive qui trouve son prolongement au niveau extérieur dans les accords de libre-échange en cours de négociations entre l'UE et l'Amérique latine. Témoigne de ceci le fait que, au cours de l'année 2004, l'UE a relancé sa stratégie transatlantique et a poursuivi, avec le MERCOSUR, des négociations amorcées avec la signature de l'Accord de Madrid en 1995 et qu'elle a participé au troisième Sommet UE-Amérique latine qui s'est tenu à Guadalajara au Mexique, en mars 2004¹¹.

Ces négociations visent deux grands objectifs, commerciaux et stratégiques. Sur le pan commercial, l'UE cherche à accroître ses échanges commerciaux avec les pays membres du MERCOSUR, d'un côté, à enrayer le déclin de ses échanges avec d'autres pays d'Amérique latine, un déclin qui, dans ses seuls échanges avec le Mexique, a conduit à la perte des deux-tiers de ses parts de marché dans ce pays, d'un autre côté¹². Sur le plan stratégique, l'UE cherche à faire contrepoids à l'influence des États-unis d'Amérique (EUA) dans la région, un objectif que vient confirmer le ton et la teneur de la *Déclaration finale* adoptée lors du Sommet de Guadalajara qui réaffirmait, entre autres choses, le soutien apporté au multilatéralisme et au rôle de l'Organisation des Nations unies dans le maintien de la paix. Or, ces négociations commerciales et autres ne sont pas sans poser un ensemble de problèmes qui interpellent déjà les organisations et mouvements sociaux en Amérique latine qui se sont mobilisés, en particulier, contre ces accords de libre-échange, tandis que, pour leur part, les

¹¹ Le quatrième sommet aura lieu à Vienne en 2006.

¹² Voir Jacques Ténier, "Les relations entre l'Amérique latine et l'Union européenne après le Sommet de Guadalajara des 28 et 29 mai 2004", *Chronique des Amériques*, novembre 2004. En ligne sur le site de l'Observatoire des Amériques: www.ameriques.uqam.ca

organisations et mouvements sociaux de l'UE ne semblent pas en mesure d'accorder à la mobilisation contre ces négociations toute l'attention qu'elles méritent. Il y a bel et bien eu, en marge du FSE III, des rencontres entre organisations et mouvements sociaux des deux continents, mais la réflexion critique, du côté européen, sur les effets des accords de libre-échange et, en particulier, sur les liens qu'ils entretiennent avec les politiques de libéralisation des marchés intérieurs, est loin d'être aussi avancée qu'elle l'est dans les Amériques. Cette lacune a des effets désastreux sur la capacité de mobiliser les acteurs sociaux contre ces politiques à l'intérieur de l'UE, surtout quand on la compare au niveau des mobilisations à l'intérieur des Amériques sur ces mêmes questions et, en conséquence, elle a des effets délétères sur la construction d'une éventuelle solidarité transcontinentale contre les accords de libre-échange et contre les politiques néolibérales appliquées de part et d'autre de l'Atlantique.

Or, la mobilisation sur ces questions s'avère d'autant plus pressante que l'UE, et surtout la Commission européenne, jouent un rôle de plus en plus actif et de plus en plus innovateur dans la promotion de la libéralisation des marchés, comme en témoigne l'adoption d'une Nouvelle directive sur les services dans le marché intérieur de l'UE qui autorise une entreprise européenne à opérer dans un autre pays en appliquant les normes et les règles en vigueur dans son pays d'origine. Il s'agit là de sanctionner une autre forme d'extraterritorialisation des normes qui va tout à fait à l'encontre du principe de souveraineté¹³. Étant donné les liens de plus en plus serrés qui sont établis entre les

¹³ Cf. Projet de directive européenne sur les services dans le Marché intérieur: « pour supprimer les obstacles à la libre circulation des services la directive propose d'appliquer le principe du pays d'origine selon lequel le prestataire serait soumis uniquement à la loi du pays dans lequel il est établi. La proposition de directive insiste également sur le fait que les États membres ne devront pas restreindre les services fournis par un prestataire établi dans un autre État membre ». Voir le site du CEPI: www.cepi.be
On pourra trouver le texte complet de la directive sur le site suivant: http://europa.eu.int/comm/internal_market/fr/services/services/index.htm

dimensions intérieure et extérieure de la libéralisation, d'une part, étant donné l'ambition maintes fois exprimée à Bruxelles de faire de l'UE la plus importante puissance économique à l'horizon de 2010, d'autre part, le risque est grand de voir les négociateurs de l'UE imposer ces principes et contraintes dans les négociations commerciales en cours et à venir, ce qui renforce encore, si besoin était, la validité de l'argument en faveur de l'établissement de liens de solidarités de part et d'autre de l'Atlantique.

Bien sûr, comme l'a rappelé Bernard Dreano du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), les deux problèmes les plus pressants demeurent sans doute, pour le premier, de faire face au déficit démocratique en Europe même, alors que les institutions de l'UE sont encore et toujours beaucoup moins démocratiques, c'est-à-dire beaucoup moins transparentes et imputables, que celles que l'on rencontre au sein de chacun des pays membres, et pour le second, d'accroître le recours au Fonds social européen. Mais l'édification du marché intérieur est intimement liée à la politique commerciale de l'UE et aux accords de libre-échange en cours de négociations avec, entre autres, les pays d'Amérique latine, en sorte qu'il serait hautement souhaitable que les organisations et mouvements sociaux des deux continents puissent faire converger formations et mobilisations sur ces questions et sur leurs enjeux pour les sociétés et les peuples concernés. Faute d'être parvenu à favoriser une réelle convergence cette fois-ci, il reste à espérer que cela pourra être enclenché la prochaine fois.

Les défis

En terminant, la question se pose avec de plus en plus d'acuité au fur et à mesure que les expériences de forums sociaux s'élargissent et s'additionnent de savoir ce que veut le mouvement altermondialiste et où il va. À cet égard, l'expérience du FSE III a été fort intéressante parce qu'elle a mis en lumière l'émergence de deux coupures profondes au sein de la mouvance altermondialiste: la première, entre deux façons d'envisager la suite des choses, et la seconde, entre les

niveaux d'intervention et les façons d'intervenir.

La première coupure oppose, d'un côté, les défenseurs de la reconquête d'un espace public, de l'autre, les « *activistes* », comme on les appelle en anglais, c'est-à-dire les militants qui veulent agir en vue de changer le cours des événements. Cette coupure entre les a-politiques du mouvement alter mondialiste qui voient les forums sociaux comme un espace public à occuper, un espace qui offre des occasions de rencontres et d'échanges entre citoyens qui ne veulent pas entendre parler ni de politique ni surtout de partis politiques, et les militants, qui voient au contraire les forums sociaux comme des facilitateurs de convergence et de mobilisation entre organisations, mouvements et partis devient de plus en plus frappante. Les uns envisagent la mouvance des forums comme une forme originale de tourisme citoyen: pour eux, la multiplication de telles rencontres citoyennes devient une fin en soi. Pour les autres, par contre, ce sont les forums sociaux eux-mêmes qui s'inscrivent dans la mouvance des mobilisations en cours: pour eux, l'assistance aux forums sociaux mondiaux est fortement corrélée à des questions de stratégies et aux besoins des mobilisations.

Cependant, à ce dernier niveau, on voit poindre une autre coupure qui oppose cette fois les représentants de la « société civile organisée », qui ont tendance à privilégier la voie de la consultation officielle, aux intervenants de la base qui entretiennent la plus grande méfiance vis-à-vis des processus de consultation et les modes d'intervention qui s'inscrivent dans l'approche de haut en bas. Cette deuxième coupure aurait de plus en plus tendance à passer par une opposition entre niveaux d'intervention: la « société civile organisée » privilégierait les FSM et autres forums continentaux, y compris les forums nationaux, tandis que les seconds privilégieraient, quant à eux, les FSL, parfois les forums nationaux. Cela dit, les deux coupures n'ont ni la même signification ni la même portée, en ce sens que l'opposition entre niveaux et modalités d'intervention est beaucoup moins étanche que celle qui oppose les a-politiques et les militants. Historiquement d'ailleurs, certains acteurs sociaux, comme le

mouvement syndical pour ne nommer que celui-là, ont manifesté une grande propension à user en parallèle ou en succession des voies d'intervention officielle et non officielle selon les conjonctures. Ce rappel est utile pour nous remettre en mémoire qu'une stratégie politique et sociale peut fort bien emprunter l'une et l'autre voies; mais ce rappel peut aussi servir à mettre en lumière à quel point ce genre de compromis crée des tensions de plus en plus fortes entre les besoins de formation, entre les niveaux d'intervention et entre les leitmotivs des mobilisations au sein de la mouvance altermondialiste. À terme, cette coupure pourrait conduire à une séparation qui opposerait la « société civile organisée » à une société civile d'en bas, à la fois mobilisée et isolée.

Pour le moment, ces courants coexistent avec plus ou moins de bonheur, mais à trop vouloir multiplier les grands forums mondiaux et à force d'esquiver les défis posés par la convergence entre une société civile qui n'est pas vraiment organisée, quoi qu'en disent et quoi qu'en pensent les défenseurs du réformisme et de l'intégration aux institutions en place, d'un côté, et les FSL, ainsi que les autres intervenants de la base, de l'autre, il est à prévoir que l'effet d'essoufflement affectera les militants longtemps avant qu'il atteigne les citoyens a-politiques, d'une part, que la coexistence entre les niveaux d'intervention deviendra de plus en plus difficile à gérer, faute de mécanismes capables de surmonter les séparations en cours d'institutionnalisation entre les niveaux d'intervention, d'autre part. Il reste à souhaiter que les comités organisateurs sauront relever ces défis dans la planification des forums à venir.